

Un gouvernement 100% anti ouvrier

Au cas où quelqu'un aurait pu en douter Edouard Philippe, le nouveau premier ministre, l'a déclaré dès son entrée en fonction : il est de droite. Il faut dire que venant de la part d'un homme qui a fait l'essentiel de sa carrière au sein du RPR puis des Républicains, cela n'est pas pour étonner. Si l'on considère en outre qu'il considère Alain Juppé comme son mentor, la boucle est bouclée. De plus, en accord avec Macron, il a confié les clés du ministère de l'Economie à deux autres personnalités de son parti, Bruno Lemaire et Gérald Darmanin.

Au centre le revenant François Bayrou - qui en matière de politique n'est pas exactement un perdreau de l'année - se retrouve à la Justice où il est peu probable - vu son passé - qu'il casse la baraque et suive une politique pénitentiaire très différente de celle de ses prédécesseurs.

A «gauche», si ce mot a encore un sens, deux ultra-droitières du Parti socialiste se retrouvent ministres. D'abord à l'Intérieur Gérard Collomb, maire de Lyon, farouche partisan du maintien de l'état d'urgence, même lorsque certain-es de ses collègues mettaient en doute son efficacité. Ensuite Jean-Yves Le Drian, artisan de l'intervention armée de l'impérialisme français en Afrique, passe sans coup férir de la tutelle de Hollande à celle de Macron et du ministère des Armées à celui de l'Europe.

Quant au pape de l'Ecologie, Nicolas Hulot, qui occupe désormais le ministère du même nom, il n'a, dans le passé, guère été regardant sur les entreprises qui acceptaient de soutenir sa fondation puisqu'on trouve parmi elles des grands groupes comme Veolia, EDF, Carrefour, L'Oréal, Lesieur, sans oublier TF1 qui en fut à l'origine.

Quant aux autres membres de la « société civile », ils ne sont guère plus à gauche. Au ministère du Travail officie désormais Muriel Péricaud. Elle a fait une bonne partie de sa carrière professionnelle chez Danone où, en temps que directrice des ressources humaines, elle a mis en œuvre de nombreux « plans sociaux » ayant abouti à la mise en chômage de centaines et de centaines de travailleurs et de travailleuses. Quant au nouveau ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, il a été un fidèle soutien de la politique éducative de Nicolas Sarkozy et a présidé pendant quatre ans l'ESSEC Business School, un établissement de l'enseignement supérieur en osmose permanente avec le patronat.



Donc si le gouvernement d'Edouard Philippe se veut un gouvernement «arc-en-ciel», il faut néanmoins préciser que dans cet éventail de couleurs ont été soigneusement gommés le rouge, voire le rose, même pâles.

C'est en fait un gouvernement de combat contre les classes populaires. Alors salarié-es, chômeurs et chômeuses, précaires de toutes sortes n'ont vraiment aucune raison de lui accorder le moindre état de grâce et doivent se préparer à le combattre pied à pied.



Sommaire :

- Page 1 : Gouvernement 100% anti-ouvrier
- Page 2 : Elections législatives
- Pages 3 & 4 : Salarié-es en lutte chez LABO APSP
- Page 5 : Pays Basque actualités
- Page 6 : La Culture privatisée
- Pages 7 & 8 : Souscription NPA



CONTRE LA DROITE & L'EXTREME DROITE

VOTEZ POUR LES CANDIDAT-ES ANTICAPITALISTES & REVOLUTIONNAIRES

é

d

i

t

a

Les élections législatives qui se déroulent les 11 et 18 juin verront-elles une victoire sans appel des «macronistes» ou bien une coexistence, à la Chambre des député-es, entre soutiens de « La France en marche » d'une part, ceux du RPR et du Parti socialiste de l'autre ? Il est évidemment bien difficile de le dire mais, quelque soit le cas de figure, il est probable que la droite et l'extrême droite seront majoritaires au Palais Bourbon et que la gauche (PS, France Insoumise et ce qui restera du PCF et de EELV-Les Verts) sera ultra-minoritaire.

Aujourd'hui les polémiques entre les porte-voix de la «France en marche», des Républicains, des Socialistes, voire de «La France insoumise», n'ont pas grand chose à voir avec l'avenir de « La République » et encore moins de « La France ». Elles se résument à savoir qui, à l'issue des élections, parviendra à tirer son épingle du jeu et à imposer sa présence à l'autre.

Du côté de Macron l'enjeu est clair, affirmé et assumé. Il s'agit de faire éclater la droite traditionnelle (UDI + LR) et le PS afin de créer une grande formation politique à sa botte dont la seule tâche sera d'appuyer sa politique. Son rêve est de créer un grand « Parti démocrate » comme en Italie où, il y a quelques années, le Parti communiste, le plus puissant d'Europe occidentale, s'était dissous pour rejoindre une formation commune avec ce qui restait des sociaux-démocrates et des démocrates-chrétiens. Ce Parti démocrate, vaguement progressiste, a pris exemple sur son homonyme des Etats-Unis et n'est plus qu'une simple machine électorale sans aucun lien avec le mouvement ouvrier.

Chez Les Républicains nombre de responsables préconisent une politique qui ressemble beaucoup à celle de Macron mais ne veulent pas laisser à ce dernier le monopole de l'attribution des postes gouvernementaux et autres mangeoires et prébendes de toutes sortes. D'où la volonté de tenter de lui imposer une alternance gouvernementale où François Baroin prendrait la place d'Edouard Philippe.



A gauche une partie du Parti socialiste a d'ores et déjà rallié Macron avec armes et bagages - Manuel Valls en tête - et la plupart de celles et ceux qui ne l'ont pas encore fait promettent au nouveau président une coexistence pacifique, voire une collaboration sincère.

A la gauche du PS, tant que le PCF que les écologistes ne savent plus à quel saint se vouer pour garder leurs quelques députés. Et il n'est même pas sûr qu'ils parviennent à en conserver un seul. Du côté de la « France insoumise » de Mélenchon l'ambition est soit de devenir la première force d'opposition au nouveau gouvernement, soit même de gagner les élections en acceptant par avance une coexistence avec le Président. Mais dans l'hypothèse (bien improbable) que ce soit le cas, on voit mal ce que cela pourrait changer au sort des classes populaires.

Quant au Front national, toujours en embuscade, s'il digère difficilement son échec à l'élection présidentielle, il a bon espoir de transformer les gains qu'il a su engranger en sièges de député-es. D'autant plus que face à la cuisine électorale ambiante il continue d'apparaître comme une alternative à nombre d'électeurs et d'électrices des classes populaires, sensibles à la fois à sa propagande chauvine et raciste mais aussi à sa dénonciation d'un « système » perçu comme inégalitaire et injuste... sans s'apercevoir que Marine Le Pen en est un des purs produits.



C'est pourquoi, dans ces élections, la seule façon d'affirmer à la fois son opposition au gouvernement et sa politique libérale, et plus largement à la droite et à l'extrême droite, mais aussi sa volonté de lutter pour une société nouvelle débarrassée de toute exploitation et oppression est de voter et de faire voter pour les candidat-es anticapitalistes et révolutionnaires, c'est à dire celles et ceux présentées par le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) et Lutte Ouvrière (LO).

Au Pays Basque, tout comme dans les autres circonscriptions de l'Hexagone, où le NPA ne sera présent dans aucune des trois circonscriptions, il appelle à voter et faire voter le 11 juin prochain pour les candidat-es de Lutte Ouvrière (4^{ème} Circonscription Lucie SOUCHE. 5^{ème} Circonscription Philippe BARDANOUE, 6^{ème} Circonscription Jacqueline HUART.)



LABO APSP à Anglet

Des salarié-es en lutte pour leurs emplois

Entretien avec Barek, Fabienne et Pierre (Membres de la DUP – délégation unique du personnel)

Résistances : Pouvez-vous expliquer ce qu'est LABO APSP, quelle est son activité, combien de salarié-es dans l'association et quels métiers sont représentés ?

Barek, Fabienne et Pierre : LABO-APSP est née fin 2013 d'une fusion entre LABO FORMATION et l'APSP (Association pour la promotion sociale et professionnelle), deux associations saines et riches en compétences, qui interviennent dans le secteur de l'insertion, du handicap, de la prévention spécialisée, de la formation continue dans divers secteurs : **bureautique, informatique, management, techniques commerciales, gérontologie, petite enfance** ; ainsi que des **préparations aux concours sanitaires et sociaux**, bilans de compétences. Tout cela auprès d'un public très diversifié que ce soit au niveau de l'âge, de la formation initiale, de la profession exercée, du statut salarié-es actifs ou sans emploi avec ou sans expérience. L'Association a fusionné et s'est affiliée à la Fédération Léo Lagrange, association d'éducation populaire à but non lucratif qui intervient dans les champs de l'animation, de la formation et accompagne les acteurs publics dans la mise en œuvre de politiques éducatives, socioculturelles et d'insertion.

Nous sommes 57 salarié-es réparti-es sur trois pôles : Anglet le siège social, Biarritz et Pau. Les métiers principalement exercés sont animateur-trices, éducateur-trices, formateur-trices et personnel administratif.

R : Au début de ce mois de mai vous avez entamé un mouvement social avec grève devant les locaux de l'Association en conviant la presse locale. Qu'est ce qui a amené les salarié-es à manifester ?

B, F, P : Lors du mouvement de fusion, une majorité de salarié-es s'est montrée favorable à une affiliation à la Fédération Léo Lagrange, présentée par la direction comme source de développement et de stabilité économique indispensable. La fusion et l'adhésion à la Fédération Léo Lagrange furent le début d'un pernicieux cheminement vers la destruction de notre association. Jusqu'alors LABO-APSP défendait des valeurs humaines et sociales, avait construit au fil des années un réel partenariat avec les financeurs publics et privés au niveau du territoire. Les compétences des équipes étaient reconnues et la relation de confiance bien présente. C'est ce bel outil de travail qui va être malmené. L'état d'esprit associatif qui faisait la force de notre structure est balayé par une stratégie libérale imposée par la direction, qui reçoit elle-même des ordres de Léo Lagrange.

A l'esprit associatif vont être opposés des discours de profit. Pour exemple, le premier discours de la DRH de Léo Lagrange lors de sa venue à LABO-APSP, après la fusion, est : « Qu'est-ce que c'est cette structure avec autant de CDI ? ». On passe d'une politique d'engagements et de valeurs à une politique d'image et de profit chapotée par Léo Lagrange, qui contrôle notre gestion, dicte notre politique sociale et notre politique d'action.

Léo Lagrange impose un conseil d'administration avec un quota majoritairement Léo Lagrange pour assurer leur prise de décision.

Ainsi, la direction de LABO APSP appliquant les directives impulsées par la Fédération Léo Lagrange met en œuvre un management désincarné, éloigné de tout travail d'anticipation et de collaboration avec les équipes : décisions unilatérales, absence de communication avec les salariés, politique de cloisonnement des services, des équipes, aucun travail initié sur le projet de l'association.



Face aux alertes des financeurs et des salariés concernant l'arrêt et/ou diminution de dispositifs, de subventions (LRA, Prévention Spécialisée), nos dirigeants ne manifestent aucune volonté de recherche de solutions et ce malgré des propositions des équipes. Le C. A. et le directeur restent dans l'inertie face aux propositions des salarié-es pour se réunir et mener une réflexion collective de recherche de solutions, comme nous le faisons avant Léo Lagrange. Nous avons au fil de notre activité dans le champ de l'insertion, de la formation et de la prévention vécu des situations difficiles, des subventions qui prenaient fin, des prestations qui s'arrêtaient, mais nous avons toujours fait face collectivement avec engagement, conscience professionnelle, enthousiasme et créativité. Aujourd'hui, Léo Lagrange est à la barre et se comporte comme un capitaine inexistant, n'écoute pas ses équipes et le bateau coule alors que l'activité est encore et toujours

là !!!



Rien n'est fait par la direction et le C. A. Ce qui entraîne la mise en place d'un plan de sauvegarde de l'emploi (P.S.E.) en 2016 à Anglet, Biarritz et Pau, qui va arriver à échéance en juin prochain. Il prévoit 14 licenciements secs et une dizaine de modifications de contrats qui, si elles sont refusées par la/le salarié-e, déboucheront sur un licenciement.

Au final, ce PSE n'a pas été homologué par la DIRECCTE (direction régionale des entreprises, de la consommation, du travail et de l'emploi), considérant que l'appartenance au groupe Léo Lagrange impose à ce dernier d'abonder au financement des mesures du PSE. A ce jour, Léo Lagrange refuse de reconnaître cette appartenance et se désengage chaque jour un peu plus. Tiens... Léo Lagrange ne veut plus de nous ? Trop risqué pour eux de reconnaître cette appartenance... n'oublions pas la politique de profit qui balaie l'esprit associatif...

Alors la nouvelle consigne est de laisser LABO-APSP sombrer un peu plus. Depuis mi-février, les salariés se questionnent : nous ne facturons plus les prestations effectuées. La trésorerie de LABO-APSP est aujourd'hui inexistante et les salaires n'ont pas été versés en avril.

R : Comment est vécue cette situation par le personnel, bénéficiez-vous de soutiens, d'autres salarié-es, du conseil d'administration, des entreprises, de la population, des syndicats ? Comment voyez-vous l'avenir en cette période où les aides aux personnes les plus démunies sont ou supprimées ou drastiquement réduites par les gouvernements successifs du fait des baisses de leurs dotations, par les différentes structures comme conseil régional ou départemental, communes, etc ?

B, F et P : Tout au long de cette année, pour l'ensemble des salariés : perte de sens, perte de confiance, sentiment d'insécurité au travail, conflit d'éthique et perte de projection, épuisement des salariés, craquage parfois lors de face à face pédagogiques, nombreux rapports d'incidents etc... A ce jour, 20 salariés sont en arrêt maladie, notamment pour épuisement professionnel. Comble du comble, durant 3 semaines, les 3 cadres de direction ont été en arrêt maladie : aucune consigne n'a été laissée...



Les conséquences morales et physiques sur l'ensemble des salariés, (en poste ou en arrêt maladie) sont très préoccupantes. Les impacts sur la santé psychiques et physiques sont caractéristiques de ce burnout collectif.

Cette souffrance est à la hauteur, à la mesure de ce qu'était l'engagement des salariés de LABO-APSP (pratiquement jamais d'arrêt maladie jusqu'en fin 2015) dans leur mission d'accompagnement des publics.

Les salarié-es n'ont reçu aucun soutien des directions et surtout pas du conseil d'administration, pas plus que d'élu-es locaux. En revanche, la solidarité entre collègues est forte, les partenaires et les publics accompagnés nous soutiennent ainsi que le syndicat basque Lab (Langile Abertzaleen Batzordeak).

Nous dénonçons, depuis la fermeture des Lieux Ressources Accompagnements (LRA dont le public principal était les bénéficiaires du RSA – Revenu de Solidarité Active), les choix politiques qui sont à l'œuvre. C'est une logique purement budgétaire visant à faire des économies. Malheureusement c'est un bien mauvais calcul pour les populations de notre territoire. Les personnes les plus fragiles sont encore plus précarisées sans qu'aucun-e élu-e n'en assume les conséquences.



R : Qu'attendez vous du jugement qui va tomber en juin, repreneur ou pas, licenciements... L'unité des salarié-es est elle totale, comment pensez-vous continuer votre combat pour sauver vos emplois ?

Par rapport au jugement à venir, soit liquidation ou reprise, les salarié-es se battent aujourd'hui pour des missions, des services, pour les publics que nous accompagnons. Nous ne pouvons plus défendre une association qui nous a envoyé-es dans le mur. Ce qui compte, c'est que les compétences techniques, sociales et humaines des salarié-es présent-es puissent de nouveau être mises en valeur dans l'accompagnement des personnes en difficultés, et cela au travers de repreneurs engagés et/ou de créations de dynamiques authentiques et constructives.

Les salarié-es sont des personnes engagées, motivées et solidaires, elles/ils ne lâcheront rien tant dans l'accompagnement et la survie des missions que dans la responsabilité des employeurs et des financeurs. Nous continuerons à nous battre et à œuvrer le mieux possible pour les populations qui ont besoin de nous. Nous aimons ce que nous faisons et comptons bien que cela dure, c'est notre mission sociale !



LA QUESTION DES PRESO TOUJOURS ACTUELLE

L'Etat français n'infléchit pas sa politique répressive envers les militant-es basques libres, incarcéré-es ou simplement réfugié-es. C'est le 4 mai dernier que le collectif des ex-prisonnier-es et réfugié-es a dénoncé une nouvelle mesure à leur encontre et qui, selon le collectif a été prise sans discernement et n'ayant aucune logique.

En effet, selon la loi sur le renseignement de 2015 qui a fait suite aux attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper Cacher était créé le FIJAIT (fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes) et c'est à ce titre que les noms de 49 prisonnier-es et les noms de 15 ex prisonnier-es y ont été inscrits en tant que personnes ayant été condamnées pour des faits considérés comme terroristes.

Les personnes concernées doivent justifier de leur adresse auprès du commissariat ou de la gendarmerie de leur lieu de résidence, selon un calendrier auquel elles sont soumises (dont nous avons pas eu connaissance), et doivent informer de toute modification dans leur vie pendant 10 ans. Plusieurs recours contre cette mesure ont été déposés et certain-es ont déjà annoncé que cet état de fait imposé ne sera pas respecté, ce qui peut mener à leur interpellation ; une alerte sera lancée afin d'appeler la population à venir empêcher qu'elle ait lieu... A suivre.

MANIFESTATION LE 16 DECEMBRE A PARIS

Lors de son assemblée générale l'association Bagoaz, qui suit les dossiers de tout ce qui concerne les prisonnier-es basques, a proposé que la prochaine manifestation les concernant, qui aura lieu le 16 décembre prochain, soit portée par « Les Artisans de la Paix ». Rappelons que ceux-ci sont intervenus en décembre dernier pour un premier démantèlement de l'arsenal militaire de l'organisation ETA et qu'ils ont reçu un soutien très important de la population locale ou pas, et que l'Etat français a accepté de négocier avec eux pour la restitution des armes. Jusqu'à cette décision, toute la problématique des détenu-es était portée principalement par Etxerat (Retour à la Maison) association des familles de prisonnier-es et par Bagoaz.

L'on peut s'interroger sur cette initiative, qu'y a-t-il derrière celle-ci. On peut penser que le moment est venu de profiter du capital sympathie envers les artisans de la paix pour essayer d'élargir le soutien aux prisonnier-es ?

Certaines personnes des associations précitées se posent la question et ne comprennent pas vraiment cet éparpillement vers un groupe qui ne s'est jusqu'à maintenant guère investi dans la problématique des prisonnier-es basques, du moins officiellement.

Avant le 16 décembre Bagoaz organisera un tour des prisons où sont incarcéré-es les preso qui partira de Bayonne et qui se terminera à Paris pour participer à la manifestation. Nous en reparlerons plus longuement dans un prochain numéro de Résistances.

MARCHE DES FIERTES HOMOSEXUELLES

Les Bascos, association de défense des droits des personnes LGBT (Lesbiennes, Gays, Bisexuel-les et Trans) a annoncé que la Marche des fiertés aura lieu le 1er juillet prochain à Biarritz comme chaque année.



Elle a, lors d'une conférence de presse, fait un état des lieux de l'homophobie qui selon SOS Homophobie a augmenté de 19,50% en un an dans l'hexagone. Au Pays Basque la situation est la même. L'association doit faire face aux conséquences des déclarations de l'évêque de Bayonne contre l'homosexualité et leurs poids décisionnaires sur les familles confrontées à l'homosexualité de l'un-e des leurs qui ne rentre pas dans les préceptes défendus par le « Monseigneur ». Au cours des permanences que l'association tient dans son local Txalaparta* de nombreuses personnes sont venues soit pour des conseils, des problèmes d'homophobie et de transphobie dans leur vie professionnelle ou scolaire, ou simplement pour avoir de l'écoute. Mais, regrettent les représentant-es des Bascos, beaucoup de victimes, de jeunes ou autres ne font pas la démarche de venir alors que ce sont les populations qui en auraient le plus besoin. Il nous faut dénoncer tous les actes d'homophobie tout comme celui orchestré par Cyril Hanouna lors de son émission sur la chaîne C8 (propriété de Vincent Bolloré qui possède également C+) le 18 mai dernier qui a généré 32.500 signalements auprès du CSA et le retrait financier de certains des annonceurs habituels de la chaîne.

Alors aucune hésitation à participer à la prochaine Marche des Fiertés ! Le NPA y sera et manifestera, pour faire la fête, pour dénoncer tous ces actes et pour réclamer l'égalité des droits des LGBT. Plus nous serons nombreuses et nombreux à agir dans ce sens plus vite reculerons l'homophobie et la transphobie !

***10 rue Jacques Laffitte Bayonne - 05 59 20 04 01**
Permanences mercredi 15h-21h – vendredi 18h-21h30.



MANIFESTATION NATIONALE POUR L'AMNISTIE LE 24 JUIN A BILBO

Le 24 juin prochain aura lieu à Bilbo (Bilbao) la manifestation annuelle pour l'amnistie de tous et toutes les prisonnier-es basques incarcéré-es des deux côtés de la frontière qui coupe le Pays Basque en deux.

Plus de 100 000 personnes y participent chaque année et l'on peut parier que cette année encore la mobilisation sera au rendez-vous !



Tribune

FACE A LA DICTATURE DE L'ARGENT NON A LA CULTURE PRIVATISEE !

Les gouvernements « socialistes » de la mandature Hollande n'ont pas tenu leur promesse de sanctuariser le budget de la Culture. En 2015, ce budget était de 7 milliards d'€ contre 7,5 milliards d'€ en 2011. Pour faire avaler la pilule amère de ce désengagement de l'Etat, l'appel au financement privé a été renforcé. Tous les secteurs ont été touchés : la recherche culturelle, les médias, la lecture, l'audiovisuel. Les réalités sont là. Jamais, sous la cinquième République, un gouvernement n'avait autant diminué le budget de la Culture. Sans oublier la baisse des dotations d'Etat aux collectivités locales qui ont eu une incidence certaine sur les subventions culturelles. Cette logique a conduit à ce que la culture soit pratiquement absente de ces élections présidentielles. Le socle de la politique culturelle des candidats de droite, notamment des Macron, Le Pen et Fillon est le dogme de la privatisation au travers du concept du mécénat (ou du partenariat, ça fait mieux que sponsoring).

Tout cela n'est pas une surprise. « *Mettez les Arts dans les mains du peuple, ils deviendront l'épouvantail des tyrans* ». Cette formule choc de l'historien Jules Michelet montre que la culture est un danger pour les classes dirigeantes. Elles n'en veulent pas !!



LA CULTURE HEGEMONIQUE DU CAPITAL

Les financiers, des lors qu'ils paient, décident, produisent, diffusent leurs choix, imposent leurs goûts et façonnent une sorte de culture officielle. Les paroles de l'académicienne Florence Delay, à la médiathèque de Biarritz, sont à méditer : « *De grands manitous ont décidé de nous rendre tous pareils... de laminer notre esprit en nous vendant les mêmes émissions, les mêmes journaux télévisés... On fait main basse sur nos cerveaux... Du rouleau compresseur de la société de consommation, on finira... tous alignés* ». La dictature de l'argent sur la culture, sur les médias, donc sur les esprits, se traduit par une propagande pesante. La culture devient une notion fourre-tout avec le développement du divertissement, de l'animation, des grands médias audiovisuels, des loisirs. Les théâtres, les musées, les cinémas et l'édition doivent être rentables. La culture est en passe de devenir un domaine privilégié pour les aristos car les spectacles ne sont plus à la portée d'une grande partie de la population. Pour faire des économies, les 645 000 artistes et technicien-nés du secteur culturel (dont notamment les intermittent-es) sont considéré-es comme des variables d'ajustement, corvéables et jetables à merci. La culture, l'art, la création seront-ils finalement réduits à l'état de suppléments d'âme du capitalisme ?

LA CULTURE AU CŒUR DE NOTRE PROJET DE SOCIÉTÉ

Il s'agit, pour nous, de mettre un terme à la privatisation rampante de la culture, afin qu'elle ne soit « ni un luxe ni une marchandise » et qu'elle trouve sa fonction essentielle dans la sphère publique tout comme l'information qui ne doit plus être soumise aux grands de la Finance. Les arts et la littérature, l'histoire et la philosophie sont au cœur de la vie démocratique et constituent des ressources intellectuelles où peuvent puiser les hommes et les femmes d'action. Pour les artistes comme pour les politiques, la culture est un des enjeux majeurs de la compréhension et de la transformation du monde. Selon la communauté néo-libérale de Santa Fe en Argentine, « *Antonio Gramsci était le plus dangereux des marxistes pour avoir compris que, dans une société moderne, le rôle des idées, de la culture, du sens commun est plus important que par le passé* »*

La campagne, ultra médiatisée comme jamais, des élections présidentielles a confirmé que le Capital, l'Etat et les appareils à leur service parviennent à convaincre la majorité de la population, de l'utilité de l'austérité pour résoudre la crise, la dette. Selon Gramsci : « *La révolution passe par un travail de longue haleine de préparation idéologique, culturelle, par lequel les masses neutralisent les appareils qui permettent aux capitalistes de créer un consensus autour de leur société d'exploitation. C'est uniquement lorsqu'une large part des classes populaires aura une vision du monde différente de la bourgeoisie qu'il y aura la possibilité d'une révolution* ». Ce qui rend d'autant plus nécessaire et urgent la construction d'un parti de combat, ancré dans les luttes quotidiennes, une force qui n'a pas peur de s'en prendre à la propriété capitaliste, qui défend la rupture avec les institutions nationales et européennes, un vrai parti révolutionnaire.

*Citée par Guido Liguori président italien de l'International Gramsci Society, qui vient de publier deux recueils de textes qui couvrent la période entre 1910 et 1926 : « *Gramsci est moderne par l'importance qu'il accorde à la culture* ».





**Soutenez le NPA
et ses candidatures
aux législatives**

**NOS VIES,
PAS LEURS
PROFITS !**

SOUSCRIPTION 2017 / SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG

 Association de financement « NPA souscription », 2 rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil.
Agrément de la CNCCFP N°09932 du 06 avril 2009. Les dons versés à l'association de
financement « NPA souscription » sont destinés au NPA (Nouveau parti anticapitaliste).



L'élection présidentielle a montré l'ampleur de la crise que connaît le pays. Le Pen, la pire ennemie des travailleurs, veut en finir avec les libertés démocratiques, décupler l'exploitation et les discriminations. Macron a obtenu la victoire alors qu'il incarne les politiques libérales, la continuité avec les gouvernements de Hollande et la faillite du système. Le Pen a été éliminée, nous nous en réjouissons. Mais Macron n'est pas un barrage réel contre l'extrême droite.

Les élections législatives, comme la présidentielle, n'offriront pas de solution. Nous voulons contribuer à reconstruire une force collective pour les exploités : pour lutter contre la politique de Macron, mais aussi pour reconstruire nos outils, les syndicats, les collectifs de lutte.

La crise politique, sociale, morale que connaît le système capitaliste peut se résoudre par une accélération des politiques autoritaires et la surexploitation, ou au contraire une révolte des exploités pour construire une autre société. Le

NPA veut contribuer à construire cette perspective de rupture révolutionnaire avec le capitalisme.

La campagne que nous avons menée à l'élection présidentielle a connu un écho très positif.

Nous nous tournons vers nos sympathisants, vers toutes celles et tous ceux qui ont trouvé notre candidature utile. Nous vous proposons de contribuer à financer les activités de notre organisation dans la prochaine période, pour les luttes et pour notre projet de société, en donnant à notre souscription.

Cette souscription servira également à présenter des candidatures anticapitalistes aux prochaines élections législatives. Nous voulons présenter des dizaines de Poutou : des travailleuses et travailleurs anticapitalistes, qui continueront à s'opposer à l'extrême droite et aux politiques libérales tout en affirmant que la solution ne viendra pas des institutions mais des luttes et d'une rupture avec le capitalisme.



Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66 % de leur montant dans la limite de 20 % du revenu imposable

INFOS PRATIQUES Deux moyens de paiement : le chèque à l'ordre de « NPA souscription » et la carte bleue en ligne à www.npa2009.org/souscription ♦ Une seule limite de datation et d'envoi : avant le 31 décembre 2017 à minuit ♦ Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque : précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port ♦ Une seule adresse pour vos questions : souscription@npa2009.org ♦ Les dons consentis et les cotisations versées en qualité d'adhérent d'un ou de plusieurs partis politiques par une personne physique dûment identifiée à une ou plusieurs associations agréées en qualité d'association de financement ou à un ou plusieurs mandataires financiers d'un ou de plusieurs partis politiques ne peuvent annuellement excéder 7 500 euros.

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

MONTANT €

Chèque à l'ordre de « NPA souscription », à envoyer à :
NPA SOUSCRIPTION, 2 rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil



IMPRIM'VERT* Imprimerie Rotographie - 93100 Montreuil